

Néolibéralisme et développement urbain dans l'Italie du Sud: le modèle « IBM smart city » dans la ville de Syracuse¹

Transizione neoliberale e rigenerazione urbana nel Mezzogiorno italiano: Il modello 'IBM smart city' nella città di Siracusa

Arturo DI BELLA
Luca RUGGIERO

*Dipartimento di Scienze Politiche e Sociali,
Università di Catania*

Résumé : *Dans cet article, nous traiterons du rôle joué par les nouveaux paradigmes internationaux de développement urbain, qui tendent vers un système de régulation politique et économique néolibéral dans l'Italie méridionale et dans le contexte actuel de crise économique. À travers le prisme des études anglo-saxonnes sur la urban political economy, l'analyse critique du modèle IBM smart city de Syracuse (Sicile) se concentre sur le processus de réduction de l'idée de ville et de citoyenneté, envisagé dans le rapport élaboré par l'équipe d'IBM. Les recommandations proposées pour Syracuse smart city sont interprétées comme autant d'éléments paradigmatiques et problématiques des mécanismes actuels de reproduction du néolibéralisme en milieu urbain.*

Mots-clés : smart city, néolibéralisme urbain, circulation des politiques, Italie du Sud, Syracuse

Riassunto : *Questo articolo discute del ruolo svolto dai nuovi paradigmi internazionali di sviluppo urbano durante la transizione verso un sistema di regolazione politico ed economico neoliberale nell'Italia meridionale e nel contesto della crisi economica. Attraverso le lenti della tradizione anglosassone dell'urban political economy, l'analisi critica del modello IBM smart city per la città di Siracusa (Sicilia) focalizza l'attenzione sul processo di riduzione dell'idea di città e di cittadinanza, prospettato dal rapporto elaborato dal gruppo di consulenti IBM. Le raccomandazioni proposte per Syracuse smart city sono interpretate come esempi di elementi paradigmatici e problematici dei meccanismi attuali di riproduzione del neoliberismo nel contesto urbano.*

Parole chiave : smart city, neoliberalismo urbano, mobilità delle politiche, Sud Italia, Siracusa

¹ Bien que l'article soit le fruit d'un travail commun, Arturo Di Bella est l'auteur des première, seconde, quatrième et cinquième parties et Luca Ruggiero l'auteur de la troisième partie.

A partir de l'étude du modèle IBM *smart city* de Syracuse (Sicile), nous souhaitons offrir une intéressante perspective d'analyse des spécificités qui ont caractérisé la transition italienne vers un système de régulation politique et économique néolibérale et les dilemmes associés à l'émergence des « modèles mobiles » d'aménagement et de gouvernance urbaine dans le Sud de l'Italie et dans le contexte actuel de crise économique.

À travers le prisme de la tradition des études anglo-saxonnes sur la *urban political economy* et les *policy mobilities* la première partie nous offre une brève description des cycles et mécanismes principaux de territorialisation du néolibéralisme urbain. Dans le cadre de la crise économique actuelle, ce processus est lié à l'expérimentation de nouveaux paradigmes internationaux de développement urbain, dont celui de la *smart city* qui a acquis une place centrale dans les agendas politiques nationaux et locaux, ainsi que dans le débat scientifique. La deuxième partie analyse le processus de transformation progressive, dans une perspective néolibérale, de l'aménagement et de la gouvernance de la ville de Syracuse (Sicile). Les troisième et quatrième parties présentent une première analyse du modèle de la *smart city* proposé pour Syracuse, la seule ville italienne sélectionnée en 2012 par IBM pour son projet de *Smart City Challenge*, en expliquant les processus à la base de la mobilité de cette idée de développement urbain et son adoption locale, la configuration locale que cette vision a assumée et le rôle des acteurs impliqués dans sa définition.

L'analyse critique du modèle IBM pour Syracuse se concentre sur le processus de réduction de l'idée de ville et de citoyenneté, envisagé dans le rapport élaboré par l'équipe d'IBM. Ce dernier représente, selon nous, un document initial, mais néanmoins indicatif, permettant de considérer les recommandations proposées pour Syracuse *smart city* comme autant d'éléments paradigmatiques et problématiques des mécanismes actuels de reproduction du néolibéralisme en milieu urbain.

1 - *Smart city* et néolibéralisme urbain

Pendant plus de trente ans, le néolibéralisme a fait l'objet d'analyses et de débats scientifiques. Dans la tradition des études de la *political economy*, le néolibéralisme a été conceptualisé comme un modèle hégémonique du gouvernement de la société et comme une stratégie d'accumulation de capital. Cette interprétation a mis en évidence les processus de transformation qui ont affecté le gouvernement de la société, la reconfiguration des relations entre la société civile, l'État et le marché, et la réification progressive des domaines de la vie sociale qui, auparavant, en étaient restés indemnes. Cette perspective analytique a donné plus de popularité à la distinction établie par Peck et Tickell (2002) entre les deux principales étapes du processus de néolibéralisme.

Une première phase de « *roll-back* » commence à la fin des années 1970 aux États-Unis et en Europe occidentale et est caractérisée par le démantèlement du système de régulation précédent, avec la redéfinition conséquente des sphères d'influence du secteur public et privé.

Durant les années 1990, émerge une nouvelle phase de néolibéralisme définie comme « *roll-out* », caractérisée par la construction et la consolidation de nouvelles formes étatiques et de nouveaux codes de conduite qui redéfinissent, entre autres, les systèmes d'évaluation des politiques publiques, de l'intervention sociale, et des performances d'entreprise.

Loin d'être l'expression d'un phénomène homogène, le néolibéralisme se manifeste comme un processus indéfini, contradictoire et multi-scalaire de restructuration normative visant à renforcer la discipline de marché. La nature hybride du néolibéralisme découle de la collision perpétuelle entre des projets territorialement spécifiques du **néolibéralisme** et des dispositions politiques et institutionnelles héritées des époques précédentes, tandis que la nature contradictoire de la reproduction du néolibéralisme se manifeste dans les échecs (déterritorialisation) continus à l'origine

de nouvelles phases d'expérimentation (reterritorialisation néolibérale) qui à leur tour finissent par renforcer ultérieurement la discipline du marché (Peck, Theodore, Brenner, 2010).

Même la crise économique mondiale semble avoir créé l'espace pour un nouveau cycle d'expérimentation caractérisé non pas par la mise en discussion, mais plutôt par la normalisation des pratiques et des idées néolibérales (Keil, 2009). Il n'est donc pas surprenant que, dans la phase de post-récession, les villes soient de nouveau sur le devant de la scène, comme espaces privilégiés d'innovation et comme laboratoires d'expérimentation (Karvonen, van Heur, 2014), où les défis posés par la crise économique, sociale et environnementale sont convertis en opportunités pour déterminer de nouveaux mécanismes d'accumulation capitalistique (Oosterlynck, Gonzales, 2013).

Dans un contexte local, les mécanismes cycliques de reproduction du néolibéralisme mettent en cause le système de « *fast policy transfer* » qui désigne le processus de circulation des idées et des stratégies, principalement en provenance des États-Unis, et l'accélération du cycle de vie des politiques urbaines (McCann, 2011 ; Prince, 2012). Un des paradigmes de développement urbain qui a récemment le plus attiré l'attention des politiciens et des académiciens est sans aucun doute celui de la *smart city*.

Ce concept indique une nouvelle idée de ville du futur, basée sur l'intégration des applications des technologies de la communication et de l'information (ICT) dans certaines dimensions clés comme l'énergie, la mobilité, la construction et la gouvernance qui, grâce à l'incorporation d'impératifs économiques, écologiques et sociaux, sont destinés à une planification high-tech d'un développement urbain durable et efficient. Dans le modèle de la *smart city*, est recherchée une approche de développement urbain qui intègre des espaces, des technologies et des données numériques dans le but de relever les défis posés par les questions de la croissance économique et de la compétitivité (*smart economy*), de l'accessibilité (*smart mobility*),

de la qualité de vie (*smart living*), du capital social (*smart people*), de l'efficacité politique (*smart governance*) et de la durabilité environnementale (*smart environment*) (Giffinger et alii, 2007).

En analysant comment, dans une époque marquée par le triomphe des idéaux mercantiles, de nouveaux modèles urbains se positionnent dans le contexte global post-récession, de nombreux auteurs se demandent si le discours de la *smart city* concurrence ou est plutôt complémentaire au récit du néolibéralisme urbain (Gibbs et alii, 2013). Dans cette perspective, plusieurs contributions ont souligné les risques inhérents à l'implémentation acritique d'un tel modèle, se concentrant en particulier sur la validité logique et la cohérence théorique (Hollands, 2008), sur les répercussions sociales et économiques (Townsend, 2013), sur la reconfiguration des imaginaires de ville et de citoyenneté (Klauser, 2013; Kitchin, 2014) et sur les implications gouvernementales (Vanolo, 2014).

2 - Les modèles de développement de Syracuse : de la ville-usine à la ville de la culture

Syracuse est une ville sicilienne d'environ 120 000 habitants située sur la côte sud-ouest de l'île et la quatrième plus grande ville de Sicile par la population après Palerme, Catane et Messine. Le développement économique de la ville de Syracuse, comme indiqué dans le rapport d'IBM, a été fortement marqué par la présence d'un important complexe pétrochimique à proximité immédiate du centre-ville. Dans les années suivant la Seconde Guerre Mondiale, la zone côtière entre Augusta et Syracuse a connu, en effet, un processus rapide et tumultueux de développement industriel qui a conduit à la formation d'un des plus grands complexes pétrochimiques d'Europe (Adorno, 2009). Les conditions qui ont rendu possible la formation de ce pôle industriel sont nombreuses, dont, sans aucun doute, « le fait que la province de Syracuse soit l'emblème du Sud encore rural et arriéré, facile à enchanter par des promesses de modernisation et par une grande disponibilité de main-d'œuvre locale à faible coût » (Gravagno, Messine, 2005). Le soutien

apporté par les politiques d'incitation aux entreprises de la *Cassa per il Mezzogiorno* a aussi été décisif dans la formation et la consolidation du pôle industriel. L'opinion dominante de la politique économique italienne de ces années-là était que, pour surmonter le différentiel de croissance entre le Nord et le Sud, il était nécessaire de pourvoir le Sud en implantations et d'installations industrielles, comme celles du Nord, dans l'espoir que ces usines puissent amorcer un développement économique capable de générer la richesse et le bien-être dans toutes les couches de la société.

Effectivement, jusqu'aux années 1980, une telle concentration d'installations de production a, sans aucun doute, eu un effet positif rapide et constant sur toute l'économie, y compris locale. Cependant le début de la crise de ce système a entraîné de graves problèmes liés à la reconversion et à la remise en état des installations industrielles. Non seulement les répercussions initialement positives de l'industrie pétrochimique ont occasionné de sérieux dommages à l'environnement et à la santé des travailleurs et des habitants, mais elles semblent aussi avoir incité les entrepreneurs locaux à s'en tenir à un modèle de développement économique fondé sur des facteurs essentiellement exogènes, sans cultiver d'autres potentialités économiques pourtant présentes dans la région de Syracuse (PSP Comité scientifique et technique, 2011).

Dès les années 1990, les réflexions autour d'un nouveau modèle de développement s'orientent vers de nouvelles approches néolibérales et entrepreneuriales de gouvernance urbaine et d'aménagement territorial, destinées à un repositionnement concurrentiel de la ville, sur la base d'une image positive apte à rendre la ville plus attrayante pour les touristes et les investissements nationaux et étrangers.

D'autre part, Syracuse est une ville caractérisée non seulement par la pétrochimie, mais aussi par un extraordinaire patrimoine archéologique, historique et environnemental. En 2005, l'UNESCO l'a incluse dans la liste du patrimoine mondial, reconnaissant ainsi « la stratification sociale, culturelle, architecturale et artistique qui

caractérise la région de Syracuse comme un exemple unique dans l'histoire de la Méditerranée » et la ville historique de Syracuse comme un « bien d'une valeur universelle exceptionnelle pour ses stratifications allant de l'antiquité grecque au baroque » (ICOMOS, 2005). Après des décennies d'abandon et de dégradation progressive, de nouveaux instruments de gouvernance multi-niveaux, tels que Urban, Prusst etc., ont fait démarrer un projet de restauration et de valorisation de l'ensemble du centre historique de Syracuse et de l'île d'Ortigia. Les nouvelles politiques visent à restructurer les lieux et les palais, symboles du centre historique, et à inaugurer des musées et de nouveaux itinéraires touristiques. Elles favorisent également la reprise de la relation de la ville à la mer, en donnant lieu à des plans de requalification du front de mer et en forgeant de nouveaux slogans évocateurs autour desquels gravitent les projets de réaménagement de la ville, comme « Pôle Méditerranéen de la Culture » (Di Guardo et *alii*, 2012, 8).

Ainsi, au cours de ces dernières années, nous assistons, à Syracuse, à l'expérimentation d'un nouveau projet de développement urbanistique créatif qui tend à intégrer, du moins en partie, les politiques spatiales, symboliques et culturelles de réhabilitation urbaine et d'innovation sociale, en adoptant une variante modérée et sociale du néolibéralisme urbain (Dines, 2012), où la valorisation des identités historiques et culturelles de la ville, la reconstruction d'un sens d'appartenance, de fierté civique et de propriété urbaine, et la croissance des économies locales deviennent une priorité. En 2010, l'adoption d'une perspective « entrepreneuriale » de gouvernance urbaine est visible à travers l'élaboration du premier plan stratégique de la ville, « *Innova Siracusa 2020* » qui met l'accent sur le repositionnement concurrentiel de la ville comme pôle d'excellence dans les domaines de l'innovation, de l'économie et de la culture.

3 - La diffusion récente de la *smart city* en Italie et l'adoption du modèle IBM Syracuse smart city

Au cours des dernières années marquées par la crise économique et financière, la nouvelle problématique urbaine apparue au niveau mondial semble particulièrement accrue dans les villes de l'Italie du Sud, en raison de l'héritage des crises précédentes qui s'ajoutent aux exigences actuelles de coupes budgétaires les plus strictes en termes de dépenses publiques et sociales. Déjà accablées par des conditions financières très critiques, ces villes du Sud sont aujourd'hui soumises à des pressions plus coercitives concernant la réduction des dépenses des services publics, les privatisations rapides, la vente des biens publics et la déréglementation de l'aménagement territorial. La récession économique et sociale, combinée avec les nombreux aspects controversés qui caractérisent les politiques nationales et européennes (Svimez, 2012), ont entraîné une évidente détérioration de la compétitivité territoriale et de la qualité urbaine, avec des effets extrêmement négatifs sur la démographie, l'emploi et l'éducation (Censis, 2013).

Au cours des dernières années, deux plans différents ont renouvelé le débat sur la régénération des villes du Sud : le Plan national pour la Ville et le Décret de Croissance.

En 2012, le Ministère des Infrastructures a lancé un plan spécial pour les villes, avec pour objectif la régénération des zones marginales frappées par la crise, et proposant la création de nouvelles infrastructures et des projets de développement urbain et de construction dans le domaine éducatif et social. En janvier 2013, 28 premiers projets ont été sélectionnés, dont 11 dans les villes du Sud.

Le Décret de Croissance, en phase avec l'agenda politique européen « Horizon 2020 » et focalisé sur la vision de la *smart city*, a lancé deux appels d'offres pour l'Italie du Sud : « Smart Cities and Communities » et « Social Innovation », initialement réservés uniquement aux villes du Sud. Le premier fait partie d'un programme plus général (l'Agenda

Numérique Italien), et a alloué deux cents millions d'euros au financement partiel de 38 projets expérimentaux, basés sur l'emploi des TIC dans plusieurs secteurs, dont la mobilité et les transports, la santé, l'éducation, la gouvernance en ligne par des solutions de *cloud computing*, le développement durable, l'efficacité énergétique, le tourisme et la culture. Le programme d'innovation sociale a, quant à lui, sélectionné 58 autres projets présentés par des jeunes des régions du Sud pour accéder au financement de quarante millions d'euros supplémentaires du Fonds européen pour le développement régional 2007-2013. Ces deux programmes ont été suivis par deux autres appels d'offres : l'un pour les « Smart Cities and Communities » consacré uniquement aux régions du Nord auxquelles ont été attribués des fonds à hauteur de sept cents millions d'euros, et l'autre pour les groupements d'entreprises de technologies de pointe de quatre cent huit millions d'euros, dont seulement quarante millions d'euros destinés aux régions du Sud. Désormais, même en Italie, la vision de la *smart city* devient un outil prioritaire pour la régénération, le développement et l'innovation de la ville.

Le projet *Syracuse Smart city* a été créé dans ce contexte à l'initiative du Bureau des Programmes Complexes et Des Politiques Communautaires (UPCPC) de la ville de Syracuse, promoteur d'une intense élaboration de projets et de leur élaboration et qui réalise auprès de ses bureaux de nombreuses activités d'animation, de négociation et de programmation des actions de transformation urbaine dont une part est liée aux politiques communautaires pour le soutien au développement (Ville de Syracuse, 2013, 2). Grâce à une activité de « gouvernance par projets », le bureau est particulièrement actif dans la proposition d'une vision résolument entrepreneuriale du développement urbain, destinée à renforcer le pouvoir attractif de la ville vis-à-vis des touristes et des investisseurs. C'est dans ce bureau qu'est née l'idée de proposer Syracuse comme ville *smart* et de participer à l'appel d'offres d'IBM « Smarter Cities Challenge » en lien avec les nouveaux objectifs de croissance, fondée sur l'innovation et la connaissance, identifiés pour la ville et définis dans les documents

produits par la municipalité et la province de Syracuse (Ville de Syracuse, 2013 ; Comité scientifique et technique PSP, 2011).

En 2012, Syracuse est la seule ville italienne à avoir été sélectionnée pour le programme d'IBM. Selon ce programme, IBM envoie une équipe d'experts en questions urbaines qui s'installe en ville pendant un mois et qui après avoir observé et vécu la réalité urbaine, mène des analyses, rencontre les parties prenantes, et établit un rapport contenant les lignes directrices pour le développement futur de la ville *smart*.

Le modèle que l'équipe d'experts IBM, en collaboration avec l'administration communale, a préparé pour Syracuse *smart city* peut servir, à notre avis, comme cas d'étude paradigmatique des processus de construction, de reproduction et de consolidation des formes de néolibéralisme dans le contexte urbain du Sud de l'Italie. Après avoir fait une analyse identifiant les « points forts » et les « points d'amélioration », l'équipe d'IBM élabore des recommandations qui peuvent constituer la structure pour le développement ultérieur de Syracuse (IBM, 2013, 9-13).

4 - Syracuse *smart city* et la réduction des villes et de la citoyenneté urbaine à une infrastructure technico-scientifique

Une première analyse des lignes directrices établies par les experts IBM montre comment l'innovation des mécanismes de régulation urbaine se lie à une logique d'organisation et d'aménagement territorial qui, d'une part, sélectionne selon des critères douteux les problématiques considérées comme prioritaires et, d'autre part, ramène l'ensemble de ces problèmes à une solution unique : gouverner selon les données (IBM, 2013, 14).

Cette phase initiale d'analyse critique du modèle *IBM Syracuse Smart City* veut mettre en évidence comment le rôle central, acquis par une grande industrie globale de haute technologie dans l'élaboration des orientations de développement de la *smartness* urbaine, soulève des questions et des doutes sérieux au sujet de la réduction

de l'idée même de ville et de citoyenneté, de la hiérarchisation des problèmes et des solutions, et de la reconfiguration de la gouvernance urbaine.

L'influence d'IBM est liée à la manipulation d'un assemblage socio-matériel complexe de relations, rationalités et technologies qui, d'abord, grâce au lancement d'initiatives telles que *Smarter Planet* et *Smart Cities Challenge*, a facilité la circulation du modèle entre les circuits transnationaux de transfert de politiques publiques et qui ensuite en guide la territorialisation locale grâce aux travaux de consultation effectués par les équipes d'experts (McCann, Ward, 2010).

Le cas de Syracuse *smart city* et le rôle que joue le rapport d'IBM en indiquant les lignes directrices pour le futur *smart* de la ville sont emblématiques du renforcement des politiques néolibérales de la ville et de l'extrême ingérence des acteurs privés et, par ailleurs, non locaux dans les problématiques et les choix de politique urbaine. Au nom d'une plus grande flexibilité, rapidité et efficacité, ces grandes entreprises sans aucune légitimité démocratique, jouent un rôle de plus en plus influent, devenant les principaux acteurs de l'idéalisation d'un modèle de gouvernance urbaine de plus en plus orienté et subordonné aux valeurs de type néolibéral telles que la croissance économique et l'efficacité urbaine. Ainsi, les questions liées à l'innovation sociale des problématiques urbaines ont tendance à être attribuées à des solutions qui concernent principalement l'innovation technologique (Hollands, 2008) et l'on assiste à une marginalisation progressive des visions alternatives de développement urbain et d'urbanisme numérique (Di Bella, 2012), souvent produites, par le bas, par les groupes et les populations les plus affectées par les choix effectués (Brenner, Theodore, 2002).

La vision élaborée par les consultants d'IBM semble donc caractérisée par une sorte de déterminisme technologique (Morozov, 2013), dont le risque le plus évident est de renforcer la dimension post-politique de l'élaboration des décisions et de la gouvernance urbaine. Bon nombre des recommandations pour la ville de Syracuse sont traduites dans le rapport en termes

d'exigences de données. Ainsi, par exemple, la première recommandation, « contrôler l'environnement » (IBM, 2013, 15), souligne l'exigence de développer un système intégré de suivi environnemental air, eau et territoire – et d'entreprendre la collecte systématique des informations qui ont un impact sur la ville. La recommandation « renforcer la capacité de collaboration » (IBM, 2013, 14) ,nécessite selon le rapport, l'accessibilité des données objectives, de sorte que la construction d'un dispositif commun d'acquisition d'informations et de données devient une priorité pour le développement de la prise de décision consciente et informée, susceptible d'améliorer à la fois l'efficacité opérationnelle à court terme et la planification stratégique à long terme.

Dans le rapport IBM, la ville est donc abordée selon une perspective technico-scientifique, comme une entité physique consistant en un immense conteneur de données disponibles grâce au développement des technologies et des outils mobiles de communication et de collecte, et à la diffusion croissante et à l'intégration progressive de capteurs spécifiques, fixes et mobiles, spatiaux et humains, dans les espaces publics et privés de la ville. Une fois que ces données ont été analysées, intégrées et partagées à l'aide de logiciels, algorithmes mathématiques et outils statistiques, selon la logique d'IBM, elles permettraient aux autorités urbaines une meilleure compréhension de la réalité et la mise en œuvre d'interventions, visant à optimiser l'utilisation des ressources disponibles et limitées (IBM, 2013).

En phase avec la même logique qui guide le modèle IBM à l'échelle mondiale, l'innovation de la gouvernance urbaine promue par IBM pour Syracuse *smart city* apparaît étroitement liée à la construction physique ou virtuelle d'un Centre d'Excellence (CE), c'est-à-dire un centre capable de renforcer la capacité de collecte, de traitement et d'analyse des données urbaines, de sorte qu'en utilisant des logiciels et algorithmes spécifiques, il serait possible d'obtenir des réponses automatiques et éclairées qui constitueront la base des interventions dans le domaine du développement durable, du tourisme, de la qualité de vie et du développement industriel. La vision

d'IBM pour Syracuse *smart city* indique, par conséquent, la nécessité de développer une nouvelle gouvernance, basée sur l'ingénierie, numérisée et technocratique du système territorial dans lequel les données urbaines sont proposées comme d'importantes sources objectives de compréhension qui impliquent l'expérimentation, la gouvernance et l'aménagement de la ville (Batty, 2013).

Comme un incubateur d'une nouvelle forme d'« intelligence artificielle », le CE devrait se faire médiateur et soutenir l'ensemble du fonctionnement de la *smart city*, selon un procédé destiné à supprimer ou, du moins, contenir l'inefficacité, le désordre et l'imprévisibilité, en développant un modèle de gouvernance basé sur la transparence des données et sur une série bien définie de critères clés. L'accent mis sur les techniques de régulation, facilitées par la disponibilité de données objectives et transparentes et par la possibilité d'élaboration avec des logiciels spécifiques, tend cependant à négliger la nature non neutre des premières comme des deuxièmes.

Dans ce contexte, les citoyens jouent un rôle important en tant qu'agents de connaissance, de régulation et d'actuation (Goodchild, 2007 ; Gabrys, 2014). D'une part, fonctionnant comme capteurs sociaux, volontairement ou non, les citoyens laissent des traces numériques qui peuvent être transformées en données et reliées aux espaces et services urbains, produisant de nouveaux paysages informatiques qui permettent une meilleure compréhension de l'environnement et, par conséquent, la mise en place de décisions plus éclairées (Rabari, Storper, 2013). D'autre part, l'engagement civique du citoyen *smart* est repensé en termes d'exploitation correcte du système (Gordon, Walter, 2013), par une rhétorique techno-politique qui réduit la question complexe de la citoyenneté urbaine en activités prévisibles et programmables de consommation de technologies et de production de données.

Le citoyen est ainsi réduit à un rôle d'utilisateur d'un système rationnel et rationalisant, qui fonctionne d'une manière prévisible et disciplinée dans un ensemble de valeurs prédéfinies, et responsable de

la reproduction des processus de base de la ville. D'autre part, l'accessibilité même de ces données est présentée comme une condition préalable de connaissance et de transparence qui incite la participation des citoyens mêmes aux questions d'intérêt public, en devenant eux-mêmes les acteurs centraux non seulement dans la production d'un marché de plus en plus lucratif de données, où les entreprises privées, telles que IBM, peuvent plus directement s'impliquer dans la création de solutions innovantes pour le fonctionnement des systèmes urbains, mais surtout dans le maintien du *statu quo* de la ville et de la préservation de la structure du pouvoir qui la soutient. En fait, les comportements civiques imposés au citoyen *smart* par les interfaces et les moyens technologiques tendent vers les valeurs néolibérales d'efficacité, de prévisibilité et d'individualisme, qui répriment le plus le potentiel innovateur et démocratique de l'action civique.

Conclusion

À Syracuse, l'adoption croissante de paradigmes internationaux de développement urbain, comme celui de la *smart city*, constitue la manifestation d'un processus historique et spatial plus large qui a démarré dès les années 1990, caractérisé par l'adoption d'un néolibéralisme progressif dans la gouvernance urbaine des villes du Sud de l'Italie (Di Bella, 2014). L'expérimentation du modèle de la *smart city* est accompagnée par la diffusion d'idées et de valeurs liées à une citoyenneté appropriée et au bon fonctionnement de la ville, qui créent de nouvelles pratiques de contrôle des formes possibles de gestion de soi et des domaines d'action correspondants, en élargissant le spectre des dispositifs disciplinaires propres de la gouvernementalité que Vanolo ramène à la notion de « smartmentality » (Vanolo, 2014).

Cette réduction de la ville et de la citoyenneté apparaît comme un élément central dans le processus qui guide la construction de la vision IBM Syracuse *smart city* à travers des formes d'adaptation au contexte historique et géographique de la ville méridionale, qui mettent en avant les questions d'efficacité systémique,

de durabilité environnementale, et de l'attraction, protection et diversification des investissements urbains (IBM, 2013), selon des modalités qui intensifient la nature illimitée des possibilités proposées par l'urbanisme néolibéral.

Même si l'incidence réelle des travaux des consultants d'IBM ne peut encore être pleinement évaluée, il est manifeste que la vision et les technologies de la multinationale créent une sphère publique caractérisée par un niveau élevé d'asymétrie d'information et de complexité technique, où l'attention critique devrait s'adresser à la capacité du débat public à faire comprendre non seulement ce qui se décide, mais aussi comment, avec quels instruments, et surtout, selon quelles valeurs, orientations et priorités de tels instruments ont été développés et choisis.

L'alternative est que la *smart city* soit réduite à un nouveau modèle reproductible de développement urbain qui par la mobilisation de solutions technologiques accentue la dimension post-politique et post-idéologique de l'élaboration des politiques et de la gouvernance urbaine (Swyngedouw, 2009). L'apprentissage, le brassage et l'assemblage d'idées, de visions, de discours et d'orientations, qui tendent à incorporer dans une logique marchande même les discours les plus porteurs de valeurs démocratiques, inclusives, progressistes et écologiques, produisent un effet de dépolitisation ultérieure des processus d'élaboration des politiques par la circulation de solutions préfabriquées, à travers lesquelles les *diktats* néolibéraux mondiaux circulent globalement pour être reterritorialisés sous la forme apparemment neutre du pragmatisme des bonnes pratiques (Peck, Theodore, Brenner, 2012).

Dans cette perspective, l'étude du cas de Syracuse confirme que le modèle de la *smart city* représente un cas paradigmatique de modèle mobile de développement urbain orienté vers les valeurs néolibérales de la croissance économique et de la croissance du pouvoir des grandes multinationales dans la vie publique, qui en mélangeant les concepts, les idées, les perspectives et les valeurs, reconfigure de façon totalement nouvelle les régimes discursifs, les imaginaires, les

arrangements de la gouvernance urbaine et les mécanismes mêmes de régulation de la ville et de la citoyenneté urbaine. Il s'agit là d'un phénomène mondial pour lequel le Sud de l'Italie ne fait pas exception.

BIBLIOGRAPHIE

- Adorno S. (2009), "L'area industriale siracusana e la crisi ambientale degli anni settanta", in Adorno S., Neri Serneri S. (a cura di) *Industria ambiente e territorio. Per una storia ambientale delle aree industriali in Italia*. Bologna: Il Mulino, 267-316.
- Batty M. (2013), "Big data, smart cities and city planning", *Dialogues in Human Geography*, 3, 274-279.
- Brenner N., Theodore N. (2002), "Cities and the Geographies of Actually existing Neoliberalism", in Brenner N., Theodore N. (a cura di), *Spaces of Neoliberalism*, Malden: Blackwell, 2-32.
- Brenner N., Peck J., Theodore N. (2010), "Variegated neoliberalization: geographies, modalities, pathways", *Global Networks*, 10 (2), 182-222.
- CENSIS (2013), "La crisi sociale nel Mezzogiorno", *Note e Commenti*, 3-4, Roma.
- Città di Siracusa (2013). *Programmi, progetti ed attività di concertazione 2010-2013*.
- Comitato Tecnico Scientifico per la Pianificazione Strategica Provinciale (2011), *Documento di Indirizzo per la Pianificazione Strategica Provinciale di Siracusa*.
- Dines N. (2012), *Tuff City. Urban Change and Contested Space in Central Naples*, New York, Berghahn Books.
- Di Bella A. (2012), "Digital Urbanism in Southern Italy", *International Journal of E-Planning Research*, 1 (4), 73-87.
- Di Bella A. (2014), "Actors, imaginaries and policies of urban regeneration in Southern Italy: towards a smart urbanism?", *Geoprogess Journal*, 1 (2), 53-70.
- Di Guardo G., Minozzi L., Alessandra I. (2012), *I progetti di qualità nelle città di antica fondazione*, Comune di Siracusa.
- Gabrys J. (2014), "Programming environments: environmentality and citizen sensing in the smart city", *Environment and Planning D: Society and Space*, 32, 30-48.
- Gibbs D., Krueger R., Mac Leod G. (2013), "Grappling with Smart City Politics in an Era of Market Triumphalism", *Urban Studies*, juin, 13, 2151-2157.
- Giffinger R. e al. (2007), *Smart Cities: ranking of European medium-sized cities*. http://www.smart-cities.eu/download/smart-cities_final_report.pdf.
- Goodchild M. F. (2007), "Citizens as sensors: the world of volunteered geography", *GeoJournal*, 69, 211-221.
- Gordon E., Walter S. (2013), *The Good User: Tech-Mediated Citizenship in the Contemporary American City*. <http://www.chrono-synclastic-infundibulum.com/PDFs/GoodUser.pdf>
- Gravagno F., Messina S. (2005), "Il paesaggio plurale", *Area Vasta*, n. 10/11, 77-88.
- Hollands R. G. (2008), "Will the real smart city please stand up? Intelligent, progressive or entrepreneurial?", *City*, 12 (3), 303-320.
- IBM (2013), *Smarter Cities Challenge. Siracusa*. Rapporto finale.
- ICOMOS (2005), *Advisory body evaluation*.
- Karvonen A., van Heur B. (2014), "Urban laboratories: Experiments in reworking cities", *International Journal of Urban and Regional Research*, 38 (2), 379-392.
- Keil R. (2009), "The urban politics of roll-with-it neoliberalization", *City*, 13 (2-3), 231-45.
- Kitchin R. (2014), "The real time city? Big data and smart urbanism", *GeoJournal*, 79, 1-14.
- Klauser F. (2013), "Through Foucault to a political geography of mediation in the information Age", *Helvetica Geographica*, 68, 95-104.
- McCann E. (2011), "Urban policy mobilities and global circuits of knowledge: toward a research agenda", *Annals of the Association of American Geographers*, 101, 107-130.
- McCann E., Ward K. (2010), "Relationality/territoriality: toward a conceptualization of cities in the world", *Geoforum*, 41, 175-184.
- Morozov E. (2013), *To save everything, click here: The folly of technological solutionism*, New York, Public Affairs.

- Peck J., Tickell A. (2002), "Neoliberalizing space", *Antipode*, 34 (3), 380-404.
- Peck J., Theodore N., Brenner N. (2012), "Neoliberalism Resurgent? Market Rule After the Great Recession", *South Atlantic Quarterly*, 111 (2), 265-288.
- Prince R. (2012), "Policy transfer, consultants and the geographies of governance", in *Progress in Human Geography*, 36 (2), 188-203.
- Rabari C., Storper M. (2013), "The Digital Skin of the City", Working papers du Programme Villes & territoires, Pargi, Sciences Po, http://www.sciencespo.fr/chaire-developpement-durable/sites/sciencespo.fr.chaire-developpement-durable/files/61_2013_Cities_back_Storper_Rabari.pdf.
- SVIMEZ (2012), *Rapporto sull'Economia del Mezzogiorno*. Bologna, Il Mulino.
- Swyngedouw E. (2009), "The Antinomies of the Postpolitical City", *International Journal of Urban and Regional Research*, 33 (3), 601-620.
- Townsend A. M. (2013), *Smart cities. Big data, civic hackers and the quest for a new utopia*, new York, Norton & company.
- Vanolo A. (2014), "Smartmentality: The Smart City as Disciplinary Strategy", in *Urban Studies*, 51 (5), 883-898.